

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 13/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visites d'inspection du 12/07/2023 et du 10 octobre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EDIB**

5, Boulevard de Beauregard  
Zone Industrielle  
21600 Longvic

Références : 0005402664/2023-359

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2023 et de celle réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement EDIB implanté 5, Boulevard de Beauregard Zone Industrielle 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Ces inspections inopinées ont fait suite à plusieurs plaintes du voisinage.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDIB
- 5, Boulevard de Beauregard Zone Industrielle 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005402664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'activité de la société EDIB est le traitement et la valorisation des déchets dangereux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- odeurs
- signalements

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Odeurs Généralités	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 3.1.5.1 Généralités	/	/	3 mois
2	MTD	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.1.4	/	/	3 mois
3	Vapeurs	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 3.1.5.3 Vapeurs	/	/	3 mois
4	Registre des plaintes	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.4.2	/	/	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une problématique de nuisances olfactives, récurrente depuis plusieurs mois, est apparue autour du site EDIB de Longvic. Le voisinage du site s'est fortement construit et densifié.

L'exploitant, conscient de la problématique, a initié un certain nombre d'études et de travaux.

Néanmoins, au-delà des réflexions déjà initiées, il est nécessaire que l'exploitant réalise une étude globale sur la problématique odeurs en :

- réalisant une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation dans son voisinage ;
- mettant en place un plan de gestion des odeurs et une surveillance appropriée ;
- mettant en place une procédure de gestion des signalements qui sera à communiquer au voisinage de l'installation.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 3.1.5.1 Généralités
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs Généralités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Dans le cas de sources potentielles d'odeurs de grande surface non confinées (aire de stockage, bassin de rétention des eaux, etc), celles-ci sont implantées et exploitées de manière à minimiser la gêne pour le voisinage. Pour les déchets odorants (eaux souillées avec du THT), l'exploitant dispose de neutralisants efficaces. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection du 12 juillet fait suite à plusieurs signalements d'odeurs gênantes concernant le voisinage de la société EDIB depuis quelques mois.</p> <p>L'exploitant a entrepris plusieurs actions pour améliorer sa gestion des odeurs ces dernières années, notamment en rédigeant des procédures spécifiques à la réception de certains déchets liquides identifiés comme générant des odeurs ou en installant plusieurs systèmes de captations sur différents ateliers du site.</p> <p>Dans le cadre du respect des meilleurs techniques disponibles issues de la directive IED, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan de gestion des odeurs et sa surveillance associée (voir point 2).</p> <p><b>Afin de mesurer les nuisances du voisinage il est demandé la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation.</b></p> <p><b>Le cahier des charges de cette campagne devra parvenir à l'inspection des installations classées sous un mois avec, a minima, le nom du prestataire retenu ou envisagé, le référentiel de mesures (et les normes éventuelles associées), les paramètres mesurés, ainsi que l'emplacement et la durée des différents prélèvements/mesures.</b></p> <p><b>La campagne devra être réalisée lors d'une période représentative de l'activité du site et dans des conditions météorologiques adaptées au type de mesures réalisées.</b></p> <p>Le 10 octobre, à la suite de nouveaux signalements, l'inspection s'est rendue dans le voisinage du site et a constaté la présence d'odeurs chimiques devant le site boulevard de Beauregard. Elle n'a pas constaté au moment de l'inspection d'odeurs boulevard Eiffel et rue Henri Darcy.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : MTD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'article R.515-70 du code de l'environnement, le délai de mise en conformité des installations aux MTD applicables est de quatre ans après la publication de la décision citée précédemment.  L'exploitant met notamment en œuvre les dispositions suivantes avant le 18 août 2022 : (...) • une surveillance et un plan de gestion des odeurs (MTD 10 et 12).
<b>Constats :</b> <b>Non-conformité n°1 : le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter de plan de gestion des odeurs ni de surveillance de ce plan.</b>  Le plan de gestion des odeurs doit comprendre l'ensemble des éléments suivants : - un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ; - un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ; - un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ; - un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois pour la définition des protocoles, 3 mois pour la mise en place effective de ces protocoles

## N° 3 : Vapeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 3.1.5.3 Vapeurs
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vapeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Si les déchets stockés présentent une gêne olfactive, s'ils sont volatils ou s'ils émettent des vapeurs d'une certaine toxicité, ces vapeurs sont captées et traitées de manière à ne plus représenter ni gêne olfactive, ni risque d'émission toxique ou polluante. Tout autre procédé évitant la dispersion des vapeurs peut être retenu s'il présente une efficacité équivalente. Ces captations sont assurées a minima sur l'atelier A3b et les installations susceptibles d'émettre des vapeurs de solvants (cf article 3.2.2.2 du présent arrêté). En complément, l'exploitant réalise périodiquement des mesures de COV au droit des postes de travail.  Article 3.2.2.2 L'exploitant transmet au préfet, avant le 1er juillet 2021, une étude technico-économique pour capter et traiter les émissions de COV au droit de l'atelier A3a (nouveau bâtiment A), des fosses à broyats (nouveau bâtiment B), des cuves ST 200 et des fosses à neutralisation. Les solutions techniques retenues sont mises en œuvre avant le 18 août 2022.

Au regard des solutions étudiées par l'exploitant, les émissions canalisées de l'atelier A7 (évapo-condensateur) sont traitées sur un nouveau dispositif de traitement (ex : tour de lavage à l'eau) avant le 18 août 2022.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par courrier ses conclusions concernant les investigations menées sur les émissions de COV pour le site. Ce courrier conclut à la nécessité de mettre en place un système de captation et de traitement sur le bâtiment A3A, sur l'atelier A7 et sur les cuves ST200.

Le système a été mis en place sur le bâtiment A3A et l'atelier A7.

Concernant les fosses de neutralisation, l'exploitant a indiqué durant l'été 2023 qu'une colonne de lavage avait été installée en juin.

Un système de captation sur les cuves ST200 a été installé en fin d'été.

**Non-conformité n°1 : les fosses à broyats (nouveau bâtiment B) ne sont pas explicitement abordées dans le courrier. L'exploitant devra justifier de la nécessité ou non d'équiper ce nouveau bâtiment (B) d'un système de captation ou de traitement.**

**Demande de compléments n°1 : L'exploitant transmettra également les analyses des COV réalisées pour toutes les installations accompagnées de l'analyse de leurs résultats et, le cas échéant, des actions programmées.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Registre des plaintes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, registre des plaintes

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre des plaintes sur lequel il consigne toute réclamation. Il y précise à minima l'objet, l'origine, la description de la réclamation, le cas échéant les conditions météorologiques, ainsi que les suites données.

Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. En tant que de besoin, le préfet peut prescrire la réalisation d'un programme de surveillance renforcée permettant :

- soit de suivre un indice de gêne, de nuisance ou de confort olfactif renseigné par la population au voisinage de l'installation ;
- soit de qualifier, par des mesures d'intensité odorante, l'évolution du niveau global de l'impact olfactif de l'installation.

**Constats :**

Le registre des plaintes a été envoyé par courriel du 11/10/2023. Il comporte les précisions prévues mais n'identifie pas de causes aux signalements.

De plus certains signalements ne sont pas listés faute d'avoir connaissance de la possibilité de remonter des nuisances auprès de l'exploitant.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un outil permettant aux tiers de remonter sans délai 24h/24 tout signalement de nuisances olfactives, avec les informations utiles au traitement de ce signalement.

L'existence de cet outil sera communiquée à tous les riverains adjacents et à la mairie.

Ces signalements feront l'objet d'une analyse par l'exploitant dans les meilleurs délais dès réception afin d'en identifier la cause éventuelle au sein du site et le cas échéant de mettre en place les mesures correctives.

Ces signalements et l'analyse qui en découle seront systématiquement consignés dans le registre des plaintes, avec l'ensemble des éléments requis : l'objet, l'origine, la description de la réclamation, les conditions météorologiques, les suites données, les causes des nuisances constatées et les mesures mises en place.

Le registre des plaintes devra d'ailleurs être croisé avec les données sur les activités du site le jour de plainte (dépotages/empotages en cours, traitement de déchets en cours, ...).

L'analyse susmentionnée ne peut se limiter à une simple opération de reniflage sur site et devra être étayée et rigoureuse.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois